



## **INFORMATIONS RELATIVES AU TRAITEMENT DES DONNEES PERSONNELLES POUR LA PLATE-FORME DE DEMATERIALIZATION DES MARCHES PUBLICS**

Cette notice fournie par la Région Occitanie a pour objectif de vous informer :

- des engagements en matière de protection des données à caractère personnel,
- de vos droits et des modalités de l'utilisation de vos données personnelles.

### **RESPONSABLE DE TRAITEMENT**

---

Le responsable de traitement est la Région Occitanie représentée par sa présidente Carole DELGA.

**Une question concernant le traitement de vos données personnelles ? Vous voulez exercer vos droits ?**

- Par courrier : 22 boulevard du Maréchal Juin 31406 Toulouse Cedex 9
- Par mail : [dpd@laregion.fr](mailto:dpd@laregion.fr) (uniquement pour les questions relatives au traitement des données personnelles).

### **ASSITANCE**

---

**Pour tout besoin d'assistance ou d'information concernant la plateforme de dématérialisation des marchés publics, vous pouvez contacter :**

- Candice Firas ([candice.firas@laregion.fr](mailto:candice.firas@laregion.fr))
- Audrey Izambard ([audrey.izambard@laregion.fr](mailto:audrey.izambard@laregion.fr))

### **TRAITEMENT DE VOS DONNEES PERSONNELLES**

---

Le traitement de données à caractère personnel mis en œuvre dans le cadre de **la plateforme de dématérialisation des marchés publics** est établi en conformité avec les dispositions du Règlement général pour la protection des données à caractère personnel (RGPD) n°2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 et de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 dite « Informatique et libertés » dans sa dernière version.

Le traitement des données est **fondé sur une obligation légale**.

Depuis le 1er octobre 2018, conformément à l'[article 41 du Décret n° 2016-360](#) du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, tous les acheteurs doivent être équipés d'un profil d'acheteur c'est-à-dire d'une plateforme de dématérialisation permettant notamment aux acheteurs de mettre les documents de la consultation à disposition des opérateurs économiques par voie électronique, de réceptionner les documents transmis par les candidats et les soumissionnaires et de publier sur cette plateforme les documents de la consultation pour les marchés publics (hors défense ou sécurité) dont la valeur du besoin estimé est égale ou supérieure à 40 000 € HT, d'échanger de manière dématérialisée avec les entreprises notamment dans le cadre des questions et des réponses.

En outre, depuis l'entrée en vigueur au 1er janvier 2020 du Décret n°2019-1344 modifiant certaines dispositions du Code de la Commande Publique, les acheteurs doivent procéder à la publication sur le profil d'acheteurs des données essentielles de ces marchés.

Ce traitement a **pour finalités** :

- La dématérialisation des marchés publics,
- La constitution d'un annuaire des opérateurs économiques utilisateurs,
- La réception d'offres en réponse d'une consultation,
- La communication avec les entreprises via une messagerie,
- La publication des données essentielles.

Vos données sont :

- **communiquées exclusivement aux services internes de la Région Occitanie (agents publics acheteurs et DSIUN) ainsi qu'aux sous-traitants ou destinataires suivants** :
  - Auditeurs et contrôleurs externes (juridictions financières et corps de contrôle, AQ-SSI)
  - SOPRA STERIA (Tierce Maintenance Applicative) et ATOS (Maintien en Conditions Opérationnelles) support et maintenance
  - AWS (éditeur et hébergeur) support et maintenance

qui traiteront les données pour le compte de la Région Occitanie. La Région vous garantit qu'elle vérifie et exige que ses sous-traitants présentent des garanties suffisantes en matière de protection des données personnelles.

**Publication en OpenData** : dans une volonté de transparence démocratique et de partage des informations détenues par la puissance publique, le choix de l'offre retenue comportant les « données essentielles du marché public » (sous réserve de l'article 44 sur les informations confidentielles) est rendu accessible sur notre [portail Open data](#). L'[arrêté du 14 avril 2017 relatif aux données essentielles dans la commande publique](#) précise ce principe.

- **conservées pendant**
  - marché : durée du marché + 10 ans (se reporter à l'article R.2184-13 et à l'article 2184-12 du code de la commande publique)
  - offres non retenues : 5 ans
  - les adresses IP sont conservées pendant 50 jours.

A l'issue de cette durée, les données **seront effacées ou seront anonymisées pour être conservées uniquement à des fins statistiques.**

Vos données ne sont pas :

- vendues ou utilisées **pour une finalité autre que celle évoquée** précédemment.
- transférées vers un pays tiers à l'Union Européenne ou une organisation internationale.

## DROITS DE LA PERSONNE CONCERNEE PAR LE TRAITEMENT

---

Dans le cadre du traitement de vos données à caractère personnel, **vous disposez de plusieurs droits issus du RGPD** que vous pouvez faire valoir en fonction des textes à l'adresse [dpd@laregion.fr](mailto:dpd@laregion.fr), en justifiant de votre identité :

- droit d'**accéder à vos données** faisant l'objet d'un traitement (article 15 du RGPD),
- droit de **retirer votre consentement** à tout moment, sans remettre en cause le traitement mis en œuvre jusque-là (article 7 du RGPD),
- droit d'obtenir la **rectification de données inexactes** ou le complément de données incomplètes (article 16 du RGPD),
- droit d'obtenir l'**effacement de vos données**, dans les cas prévus à l'article 17 du RGPD,
- droit d'**obtenir la limitation du traitement** exercé sur vos données pour stopper tout ou partie du traitement de vos données, à l'exception de leur conservation (article 18 du RGPD),
- droit à la **portabilité de vos données** (article 20 du RGPD),
- droit de vous **opposer au traitement** pour des raisons tenant à votre situation particulière, à un traitement des données vous concernant, y compris un profilage (article 21 du RGPD),
- droit d'**introduire une réclamation** auprès de la CNIL (article 13 du RGPD).

## UTILISATION DES COOKIES

---

Les seuls cookies présents sont indispensables à l'utilisation du présent service et sont également utilisés pour réaliser des statistiques de visites anonymes. Ils permettent de réaliser des mesures d'audience et bénéficient de l'exemption de consentement prévue par la CNIL : cependant, vous pouvez désactiver l'utilisation de ces cookies sur ce site.

## PRISE DE DECISION AUTOMATISEE

---

Il est indiqué qu'il n'est pas procédé, au moyen des données à caractère personnel collectées, à une prise de décision automatisée au sens de la Réglementation en vigueur. Une prise de décision automatisée est une décision prise à l'égard d'une personne, par le biais d'algorithmes appliqués à ses données personnelles, sans qu'aucun être humain n'intervienne dans le processus.

## PROTECTION DE VOS DONNEES

---

- La Région Occitanie met en place des mesures de sécurité techniques et organisationnelles en vue de garantir la disponibilité, l'intégrité et la confidentialité des données à caractère personnel afin d'empêcher que celles-ci soient déformées, endommagées ou que des tiers non autorisés y aient accès. Elle assure un niveau de sécurité adapté aux risques liés au traitement et à la nature des données à protéger.
- Il vous incombe d'assurer la confidentialité du mot de passe vous permettant d'accéder à votre compte : ne communiquez cette information à personne et n'oubliez pas de vous déconnecter avant de quitter un service.

**DIVERS :**

- **DONNEES POST MORTEM :** Conformément à l'article 40-1 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, toute personne peut définir des directives relatives à la conservation, à l'effacement et à la communication de ses données à caractère personnel après son décès.
- **DROIT APPLICABLE :** Tout litige en relation avec l'utilisation de vos données personnelles est soumis au droit Français. Toute réclamation ou litige découlant de l'interprétation ou de l'exécution des présentes de préservation des données personnelles sera soumis aux tribunaux compétents dans les conditions de droit commun.